



**C.H.S.C.T. - Laboratoires BOUCHARA-RECORDATI**  
**Etablissement de Puteaux (Siège et Réseaux)**

<b>REUNION EXTRAORDINAIRE DU CHSCT</b>
--

**Mercredi 13 Décembre 2017 à 16h00**

**Etaient présents :**

Mme Anne THERY	DRH
Mme Anne LOUIS	Chargée du développement RH et des affaires sociales
Mme Carine ARTIGUE	Membre du CHSCT
M. Raphaël CANDELMA	Membre du CHSCT
M. Jacques GUILLON	Membre du CHSCT et secrétaire
M. Pierre STEFANELLI	Membre du CHSCT
M. Michel MONNET	Représentant syndical CFE-CGC
Mme Laetitia PAU	Représentant syndical CFDT
M Nicolas SWIDERSKI	Représentant syndical CFTC
Mme Nathalie BIBEN	Secrétaire du CE

**Etaient excusés :**

M. Stéphane COHEN	Directeur Général
M. Alain Rossat	Représentant syndical UNSA

**ORDRE DU JOUR : Organisation d'une enquête suite à l'alerte risque grave en date du 8 décembre 2017**

**La séance est ouverte à 16h00**

JG : remercie les participants de s'être rendu disponible rapidement. Le motif de la réunion fait suite à l'alerte pour risque grave en date du 08 décembre, qu'il a signalée suite au mail d'un DMS. Par souci de confidentialité JG rappelle que le nom de ce DMS n'apparaîtra pas dans le PV de cette réunion et demande à l'ensemble des membres de ne pas divulguer en dehors de cette instance les propos avant ce PV. JG rappelle que le but de cette réunion est de trouver un membre du CHSCT qui sera présent lors de l'enquête menée conjointement par la Direction et le CHSCT afin d'entendre le salarié en souffrance et son manager.

AT : dit que l'objectif de la réunion extraordinaire du jour est surtout de connaître le nom du membre du CHSCT qui va mener l'enquête conjointement avec la direction, conformément aux dispositions légales.

JG dit que cela doit être un membre élu.

AL vérifie dans le règlement et précise que le membre du CHSCT lors de cette enquête n'est pas nécessairement élu.

RC prend la parole et évoque un mail du DMS demandant à être représenté par PS, et dit que si c'est le choix du DMS, il faut le respecter.

JG rappelle que dans ce cas le manager peut choisir également qui le représentera, or le but d'une enquête n'est pas de défendre telle ou telle des parties mais de faire une investigation objective de la situation.

AT rappelle que c'est la direction qui a convoqué le CHSCT suite à l'alerte, sachant qu'il n'y avait pas d'obligation légale à tenir cette réunion. Ce n'est pas le salarié faisant part de sa souffrance qui choisit le membre du CHSCT qui mènera l'enquête mais c'est le membre du CHSCT qui a remonté l'alerte auprès de la direction qui est d'emblée celui qui représentera le CHSCT lors de l'enquête. L'enquête est menée conjointement par un représentant de la direction et un représentant du CHSCT. On n'est pas dans le cas d'un entretien RH dans le cadre duquel le salarié a la possibilité d'être « assisté » par un salarié ou un représentant du personnel de son choix. Le rôle du CHSCT, dans ce cas précis, est d'être neutre et le représentant doit participer à l'enquête afin d'entendre toutes les parties interrogées. On n'est pas dans le cas d'une assistance comme un entretien préalable RH disciplinaire ou autre. Le membre du CHSCT ainsi que le représentant de la direction se doivent de recueillir les éléments permettant une analyse objective de la situation, pour comprendre les faits et les causes et proposer un plan d'action. Leur rôle n'est pas d'assister le collaborateur pendant l'enquête.

RC approuve ce que dit AT en partie mais comme précisé en début de réunion, c'est PS qui a signalé à JG qu'il recevra une alerte lui demandant en tant que secrétaire de la déclarer. PS a respecté l'ordre des choses en voulant bien faire, il faut le reconnaître.

JG rappelle tout d'abord qu'il a demandé à PS s'il fallait attendre des éléments factuels pour déclencher l'alerte risque grave, ce en quoi PS lui a dit que l'alerte pouvait être lancée d'ors et déjà, malgré que le CHSCT n'ait aucun élément puis qu'il n'y a jamais eu d'enquête menée par deux membres différents du CHSCT et que c'est toujours le même membre qui a assisté aux deux entretiens. Que le DMS ait exprimé sa préférence pour PS est une chose, en revanche le fait de choisir un membre expose à un manque de neutralité pour mener l'enquête. La question pour les membres du CHSCT est de choisir un membre dont la neutralité ne peut être mise en cause.

PS : on va simplifier les choses et ne pas tourner autour du pot, si on veut que cela soit complètement neutre il ne faut pas que cela soit un membre de l'UNSA car dans les personnes en cause il y a un membre de l'UNSA élu.

NB : si l'UNSA est majoritairement représentée c'est que la majorité des salariés ont exprimés leur confiance lors des dernières élections. Et qu'on ne peut en tenir rigueur à ses élus.

PS : si l'on veut être complètement neutre, il ne faut pas que cela soit quelqu'un de l'UNSA qui soit choisi car il ne sera pas neutre.

NB : je m'insurge contre ces propos car si l'UNSA est majoritaire dans toutes les instances c'est que les salariés ont bien voté majoritairement pour l'UNSA.

PS : je ne parle pas de ça, mais il est hors de question que cela soit un membre de l'UNSA qui mène l'enquête.

NB : je peux te dire aussi pourquoi tu n'es pas neutre avec ce DMS.

PS : ça se sera plus difficile à démontrer.

NB : je n'entre pas dans ce genre de discours. On ne va pas se battre contre les résultats d'élections qui concernent la majorité des salariés de cette entreprise.

PS : tu es là, parce que tu es invitée et ta parole n'est pas prépondérante dans cette instance.

NB : Oui, mais sur 4 membres élus du CHSCT, il y a deux élus.

PS : c'est pour cela qu'il ne faut pas que cela soit un membre de l'UNSA pour être inclus dans cette enquête.

AT : je vous rappelle votre rôle et vous avez tous été sensibilisés et formés sur la prévention des risques psycho-sociaux. Nous sommes réunis pour organiser une enquête suite à une alerte pour risque grave d'un salarié. Dans ce cadre, une enquête doit être menée cette enquête en toute objectivité, avec rigueur et professionnalisme, par un représentant du CHSCT et de la direction.

JG : c'est effectivement le but de cette réunion.

AT : on va mettre de côté les considérations et personnelles et syndicales

PS : on est d'accord.

AT : pour être clair et aller droit au but, soit je vous dis ce que dit la loi soit vous vous mettez d'accord entre vous. La loi est d'ailleurs reprise dans le règlement intérieur du CHSCT.

PS : on fera tout ce qu'il faut pour trouver des éléments, et c'est tout puisqu'on en est là

NB : la loi c'est là loi

PS : pas du tout

JG : on va écouter ce qu'a à dire AT sur la loi, avant tout ce qui va nous éclairer pour la suite

AL : le règlement intérieur du CHSCT cite la loi à l'article 6, un paragraphe qui concerne les enquêtes pour risque grave et qui commence par : « par ailleurs conformément aux dispositions qui concernent les articles L4131-2 et L4132-2 qui sont issus du code du travail, si un représentant du CHSCT constate qu'il existe une cause de danger grave et imminente il en avise immédiatement l'employeur ou son représentant, une enquête est effectuée en collaboration par l'employeur ou son représentant et le membre du comité qui a consigné l'alerte

PS : alors simplement une chose, le DMS a fait le message à JG en tant que secrétaire. Maintenant si vous voulez que ce soit JG qui soit le représentant du CHSCT, je n'ai pas d'état d'âme

JG : je découvre objectivement ce point de la loi qui m'avait échappé

PS : non mais ça va, nommez JG pour cette enquête, ne vous inquiétez pas

AT : je ne nomme personne. J'ai juste rappelé ce que prévoit le règlement intérieur du CHSCT en cas d'alerte pour risque grave.

PS : mais si vous êtes en train de la faire, vous êtes en train d'expliquer que c'est la personne qui fait l'alerte qui doit être le membre du CHSCT intégrer. Le problème c'est que toutes les alertes passent par moi, pratiquement dans 90% des cas et je ne peux pas faire les alertes tous le temps. Je fais passer par les personnes qui sont référentes. Quand j'étais secrétaire c'était le cas toutes les alertes sont passée par moi, aujourd'hui c'est JG

JG : Pierre n'importe quel membre du CHSCT peut le faire, le secrétaire n'a aucun monopole, c'est une assemblée collégiale

PS : je n'ai pas dit ça, moi je dis que pour faire une alerte il faut le faire en passant par le secrétaire

JG : non par un des membres du CHSCT

PS : quelle mauvaise foi

JG : attend Pierre que sous-entends-tu ? Là c'est un faux procès d'intention, c'est la loi et ce doit être un des membres qui fait l'alerte.

PS : ça suffit

RC : quel que soient les arguments de chacun, il y a une personne en souffrance

AT : on est bien d'accord, et le cadre est fixé pour mettre en place cette enquête dans les meilleurs délais.

PS : ce DMS je l'ai au téléphone tous les jours

JG : oui, c'est bien le motif de notre réunion

RC : à quoi sert cette réunion, si la personne qui doit être désignée est fixée par la loi, pourquoi nous faire déplacer dans ce cas ?

NB : cela fait malheureusement plusieurs cas d'alerte pour risque grave qui sont fait depuis plusieurs années

PS : oui, mais aujourd'hui c'est grave et ça ne l'était pas à ce point les autres années

NB : je tenais à le préciser

PS : oui mais on a déjà fait remarqué et il y a des éléments que l'on a évoqué à ce sujet

JG : est ce que l'on peut écouter Raphaël

PS : oui, mais je réponds juste à l'interview

NB : je ne te t'interviewe pas

JG : Raphaël, fini stp

RC : si je comprends bien c'est la personne qui remonte l'alerte qui sera finalement la personne prise en compte pour mener l'enquête. A partir du moment où l'on est là aujourd'hui, on est là pour déterminer comment va se dérouler l'enquête, je pense qu'aujourd'hui on a des personnes qui ont fait des kilomètres et compte tenu du règlement et compte tenu de ce qui est dans la charte on doit déterminer le déroulement de l'enquête

AT : vous avez raison

RC : on doit parler du cas pour lequel on est là

AT : on ne peut pas parler du cas pour lequel on est là car l'enquête n'est pas encore menée

RC : oui, mais on est là pour déterminer comment va se dérouler l'enquête

AT : quand on organise une réunion, je ne peux pas imaginer qu'elle se passe comme c'est le cas en ce moment. Je regrette mais je reviens sur ce que j'ai dit tout à l'heure l'objectif est de mener une enquête pour comprendre la situation, le contexte qui concerne la personne qui a fait l'objet de cette alerte. Il ne faut pas se détourner de ce sujet

PS : l'important n'est pas de mener l'enquête

AT : je n'ai pas fini et vous m'interrompez.

PS : oui, mais vous jouez sur les mots. On n'est pas des gamins, l'important c'est l'enquête est comment elle va être menée et qui va la mener. Vous dites que je ne suis pas neutre mais moi je vous dis que vous ne l'êtes pas neutre aussi. Il faut faire un autre choix et ça vous ne l'acceptez pas, ce n'est pas normal

JG : Pierre, concernant le règlement intérieur je te confirme que le fait que ce soit la personne qui remonte l'alerte soit le membre du CSHCT désigné, cela m'a échappé. Je garde en mémoire notre discussion lors du dernier CHSCT ou nous avons fixé dans le règlement, après un long débat sur le temps entre la déclaration d'un cas pour alerte grave et la réunion du CHSCT comme devant être le plus rapide possible pour ne pas laisser la personne dans la souffrance. Je pense qu'une réunion en moins d'une semaine c'est bien

Les membres présents : oui c'est bien

JG : objectivement sur le fait que ce soit la personne qui fait la déclaration d'alerte pour risque grave qui est la personne qui sera inclus dans l'enquête, ce point m'avait échappé.

PS : j'aurai du lui dire de m'envoyer à moi sa déclaration

JG : Pierre, est-ce que je peux finir. Je ne suis pas complètement abruti non plus si j'avais eu connaissance de ce point, j'aurai fait un message aux membres du CHSCT en les prévenant que conformément au règlement intérieur comme j'avais fait l'alerte je serai celui qui participerai à l'enquête.

CA : je veux prendre la parole, je suis récemment élue et je ne connais pas l'antériorité des dossiers qui ont été traités. Est-ce que je peux moi mener cette enquête ?

PS : oui, mais pas en tant qu'élue UNSA, parce qu'il y a une vision qui n'est pas neutre et qui peut être biaisée. Raphaël lui est neutre. Il faut se rappeler qu'on nous a accusés de nous-même faire des alertes qui n'avaient pas lieu.

NB : que vient faire cette réflexion, chacun prend ses responsabilités dans les choix qu'il fait.

CA : moi, je ne comprends pas tous ces procès d'intention

JG : en fait, nous allons faire un choix nous tous, soit on applique le règlement soit on décide tous de se mettre « hors la loi » et de ne pas appliquer le règlement. La question est là.

PS : c'est bien formulé alors on ne l'applique pas, et ce n'était pas la peine de le faire. Là on va l'appliquer tout simplement.

JG : pourquoi cette ironie ?

PS : si on fait un règlement c'est bien pour s'y tenir, mais là le fait ça été biaisé par une démarche spécifique parce que tu es secrétaire, c'est différent.

NB : on ne pouvait pas savoir à l'UNSA qu'il y allait un cas comme ça.

JG : attend Pierre on va essayer de voir ça différemment.

PS : l'UNSA défend des membres de l'entreprise

JG : que sous-entends-tu ?

PS : je ne sous-entends pas, je le dit clairement l'UNSA n'est pas neutre, voilà. C'est pour ça que j'avais refusé que Better Human fasse seul ces entretiens.

JG : Pierre, le règlement intérieur tu l'as voté comme tous les membres élus et donc tu es sensé le connaître.

PS : oui

JG : donc appliquons nous le règlement intérieur ou pas ?

AL : nous appliquerons le règlement intérieur car il s'agit d'appliquer la loi.

AT : on a rien inventé là-dessus. Nous venons de rappeler le cadre légal que nous devons appliquer.

PS : c'est bon on applique la loi

RC : on applique la loi mais il aurait fallu informer le DMS comme tous les salariés de l'existence du règlement intérieur et tout particulièrement de ce qui les concernent en cas de souffrance.

JG : ça me semble la moindre des choses

AT : mais les salariés ont eu connaissance du règlement, on la transmet avec un PV

JG : non il sera transmis dans le prochain PV

RC : c'est comme la charte toujours pas diffusée, on attend encore sa diffusion, elle est en souffrance depuis un an, c'est un manquement grave de la part du secrétaire.

AT : ce n'est pas de notre fait M Candelma

JG : je sais, mais après sa non diffusion parce que Pierre Raphaël n'étaient pas d'accord pour remettre le document lors des réunion de janvier 2017, il a fallu mettre en place une boîte spécifique pour le CHSCT, et j'avoue être en retard pour sa diffusion.

NB : oui mais on parle du règlement intérieur que nous devons connaître, nous les membres du CHSCT.

PS : c'est bon, ça suffit

NB : que les salariés ne l'aient pas encore eu c'est une chose mais nous, nous l'avons voté et nous le connaissons

JG : stop, Raphaël tu voulais t'exprimer, merci d'écouter Raphaël

RC : je voulais dire que les règlements quels qu'ils soient et la charte sur laquelle nous avons travaillé que ce soit transmis à l'ensemble des salariés depuis le temps qu'on le demande dans le bulletin de paye

AT : M Candelma je vais vous répondre, nous avons mis notre service RH à disposition pour envoyer la Charte QVT préparée par le CHSCT et on ne nous a jamais transmis le document pour le joindre au bulletin de salaire.

JG : effectivement depuis le raté de janvier dernier, j'avoue avoir été négligeant pour ça. Mais je rappelle et on ne va pas revenir dessus qu'initialement cette charte devait être transmise lors des réunions de janvier 2017 et que c'est vous qui n'avez pas voulu.

AT : le règlement intérieur du CHSCT est un règlement qui porte sur le fonctionnement de l'instance

PS : oui, mais si les salariés ne savent pas qui prévenir. J'ai eu la bêtise de lui dire de t'envoyer le truc donc c'est toi qui va traiter son cas, le DMS va être très heureux que ce soit toi qui le défende. Comme ça il aura deux UNSA dans la salle, il va être content

JG : Donc Pierre si tu sous entends que

PS : non je ne sous-entends pas mais je le dit

JG : merci de faire les demandes et les réponses. La démocratie c'est pouvoir s'exprimer. Merci au sein de cette instance de respecter l'expression de chacun sans couper la personne et ce n'est pas parce que on parle plus fort qu'on a raison. Il n'y a pas que toi qui a le droit à la parole, chacun a le droit de s'exprimer. Tout simplement si tu sous-entends, concernant ce DMS, que les membres du CHSCT quels qu'ils soient n'ont pas une probité

PS : non, non pas quels qu'ils soient

JG : je peux finir

PS : non pas quels qu'ils soient

JG : tu fais donc les demandes et les réponses une fois de plus. Donc hormis toi et Raphaël les autres membres n'ont pas de probité. C'est ça que ça veut dire ?

PS : non ça n'a rien à voir, je ne suis pas neutre et moi je dis que tu n'es pas neutre

AT : la direction sera assistée par le cabinet Better Human dans cette enquête

JG : bon maintenant on va avancer et fixer les dates des réunions

AT : en application de la loi qui est reprise dans le règlement du CHSCT, c'est JG qui est désigné pour mener l'enquête. Si le DMS ne souhaite pas que tel soit le cas, il le signalera. Mais nous devons mettre en place un planning d'enquête et c'est le cabinet Better Human nous assistera coté direction. Nous allons proposer des dates et vous me donnerez votre retour sur ces dates. Encore une fois si le salarié ne souhaite pas être interviewé de cette façon-là, il peut le signaler. Ceci dit nous ne pourrions pas mener une enquête complète si l'on entend une seule des parties.

JG : Raphaël, tu veux dire quelque chose

RC : ce qui est important c'est de communiquer aux salariés que c'est la personne auprès de laquelle il fait sa déclaration pour risque grave qui sera la personne qui fera partie des investigateurs lors de l'enquête en tant qu'élus

JG : je suis entièrement d'accord avec toi

AT : je rappelle que cette réunion n'était pas obligatoire

RC : c'est bien de l'avoir faite Mme Théry

AT : l'ordre du jour n'était pas de traiter le cas car nous n'avons pas suffisamment d'informations en l'absence d'une enquête. Il fallait acter que l'enquête serait mise en place et tracer qui ferait partie de cette enquête côté CHSCT et côté Direction. Nous allons demander à Better Human des dates de disponibilité et nous reviendrons vers vous pour confirmation. Les dates sont le 4 janvier à 15H, le 11 janvier à 9H, le 18 janvier à 9H.

PS : sachant que le mieux est de la faire au plus vite

JG : le 9 ce n'est pas possible me concernant

AT : comme il y a deux entretiens. Il faut espacer les deux entretiens de 1H30, seront interviewés le salarié et son manager

RC : et s'il refuse

JG : c'est son droit

AT : on interviewera son manager

JG : en revanche, est-ce que je peux faire un mail au DMS en l'avertissant que c'est moi qui serai le membre du CHSCT participant à l'enquête et l'informant qu'il peut refuser. Etes-vous d'accord pour que je fasse ce message ?

NB : ne perdons pas de vue que l'objectif de cette enquête est de trouver des solutions et qu'il serait dommage que le DMS ne participe pas à l'enquête.

RC : j'ai moi-même des courriers qui ont été échangés entre ce DMS et son manager, Pierre a eu les mêmes courriers, et je pense que Pierre a eu l'honnêteté de dire moi quand j'étais secrétaire tout passait par moi. C'est la raison pour laquelle il a conseillé au DMS de faire un courrier au secrétaire du CHSCT. Je pense qu'il y a une déontologie et j'ai les mails depuis le temps que ce DMS est en souffrance

PS : depuis le temps de M Drugeot quand on lui a changé son secteur

RC : et donc Pierre lui a dit d'écrire à JG

JG : Raphaël, objectivement et je remercie de me faire confiance, je n'avais pas vu dans le règlement intérieur que s'était la personne qui rapportait le cas qui était d'emblée investigateur dans l'enquête

RC : en dehors de tout, Jacques toutes les choses doivent être rapportées à toi car tu es le secrétaire

JG : non, je ne suis pas du tout d'accord. Aucun membre du CHSCT n'a de prérogative sur les autres, en revanche le secrétaire doit s'assurer que l'information est bien communiquée à l'ensemble des membres du CHSCT. La différence entre le secrétariat de Pierre et le mien diffère sur ce point. Pour moi c'est un comité collégial dans lequel les informations comme les décisions doivent être le fruit d'un travail collectif et non individuel.



RC : ok, je donne juste mon point de vue

AT : Raphaël, en vous écoutant j'ai une remarque à faire qui est juste un constat, vous faites partie d'une instance le CHSCT. Hors, lorsqu'une alerte nous est remontée, nous devrions avoir un minimum d'informations. Vous devez partager les informations et les faire remonter pour contextualiser l'alerte.

RC : oui, je suis d'accord mais j'ai un devoir de confidentialité demandé par le salarié que je dois respecter

PS : oui, les faire remonter au bon moment

AT : dans ce cas je n'ai pas eu d'information

PS : oui, ce n'est pas moi qui ai fait remonter le cas

AT : je termine s'il vous plaît, l'information doit être partagée, sinon ce n'est pas le fonctionnement normal de l'instance

PS : on ne va pas parler du fonctionnement de l'instance

RC : concernant ce délégué, je n'avais pas à avoir un rôle d'investigateur comme nous la dit Mme Benichou (Better Human) lors de la formation. Mais ce DMS était en souffrance depuis longtemps et vous le savez bien, c'est un trop plein qui est souvent le facteur déclenchant dans ce genre de cas

AT : je rappelle juste que si l'information ne remonte pas, nous ne pouvons pas la traiter.

PS : Madame vous savez très bien, on traite toujours les mêmes problèmes.

AT : M Stefanelli, est-ce que je peux finir ?

PS : Madame, quand on fait une annonce vous nous dites que c'est nous qui la déclenchons et quand on ne le fait pas on le fait trop tard.

AT : est-ce que je viens de dire cela ?

PS : oui

JG : Pierre, est-ce que tu peux laisser finir de parler les gens.

PS : ça fait dix ans que l'on nous gave avec ça

RC : le ou la salarié peut demander la confidentialité sur son cas, et moi en tant qu' élu quelqu'un qui me demande la confidentialité, je le respecte et je ne rapporterai pas au CHSCT

AT : je voudrai juste faire une remarque sur le fonctionnement de cette instance

RC : pour dire les choses Mme Théry, je remarque que vous écrivez à certains délégués de ma région sans prendre le soin de me mettre en copie.

AT : non, M Candelma. Au début, c'est un délégué qui m'écrit directement sans vous mettre en copie ou qui m'a appelée, et c'est le droit de tout salarié. Je ferme la parenthèse, ce n'est pas l'ordre du jour de la réunion.

JG : Merci, je rappelle que ce n'est pas le sujet de notre réunion.

PS : c'est comme les autres cas que vous avez traités seul, après le retour de certains salariés et qui ne sont plus dans l'entreprise

RC : Mme Théry c'est moi qui lui ai dit lors de l'EP de prendre contact avec vous. Par contre sur la réponse de son dernier mail qu'il vous a envoyé vous m'avez mis en copie

AT : évidemment, vous étiez en copie sur le mail qui m'était adressé

AT : là on est sur un tout autre sujet

RC : non, car vous venez de nous dire que l'on devait vous prévenir quand on avait une information

AT : non, vous sortez du cadre de l'ordre du jour de la réunion. Je viens de dire lorsqu'une alerte pour risque grave remonte, nous avons rarement des éléments accompagnant cette alerte

JG : sur le cas qui nous concerne, je n'ai eu aucune information hors le mail du DMS

PS : c'est moi qui ai dit au DMS de téléphoner à Jacques

AT : je dis juste qu'au moment où une alerte est remontée par un membre du CSHCT on devrait avoir un minimum d'information, ce qui n'est pas le cas pour cette alerte

JG : aucun membre du CHSCT n'a eu d'information hors PS. Je n'ai eu aucun élément dans le mail que m'a écrit ce DMS, c'est la raison pour laquelle j'ai fait une déclaration de suite pour justement ouvrir une enquête et mener des investigations

AT : vous revenez rapidement vers nous pour fixer une date avec Better Human, dès que la date est fixée nous enverrons un mail aux personnes concernées

JG : moi, je fais de suite un message au DMS pour l'informer comme convenu et concernant le règlement il sera joint au prochain compte rendu dès qu'il sera approuvé. Concernant les dates, je maintiens ma préférence pour le 4 janvier car c'est mieux de traiter au plus vite ce cas pour le salarié en souffrance. Bien évidemment selon les disponibilités des deux protagonistes.

La séance est levée à 16H40.